

11 NOVEMBRE!!!

Souvenez-vous des millions de morts, des milliards de dettes, du nombre incalculable de veuves et d'orphelins, et songez aux tueries futures que nous préparent nos gouvernants.

# Le libertaire

Administration : PIERRE ODEON  
72, rue des Prairies, Paris (20°)  
(Chèque postal : Odeon 950-32 Paris)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"  
FRANCE  
Un an... 42 fr. Un an... 30 fr.  
Six mois... 21 fr. Six mois... 15 fr.  
Trois mois... 10 fr. Trois mois... 7 fr.  
Télégramme postal : P. Odeon 950-32

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## LE CONGRÈS DE L'U.A.C.

### Le Compte Rendu des Débats

#### Les Débats

30 OCTOBRE — SEANCE DU MATIN

Dès l'ouverture de la séance, on procède à la vérification des mandats, et un débat s'engage sur la validité de certains d'entre eux.

Les groupes représentés sont les suivants : Montreuil, par 3 délégués ; Pantin, Aubervilliers, 2 délégués ; groupe du 13<sup>e</sup>, 2 délégués ; Brest, 1 délégué ; Saint-Etienne, 1 délégué ; 10<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, 3 délégués ; Bezons, 3 délégués ; Orléans, 2 délégués ; Asnières, 1 délégué ; Boulogne, Billancourt, 1 délégué ; Jeunes, 1 délégué ; 15<sup>e</sup>, 1 délégué ; Angers, 1 délégué ; Trézé, 1 délégué ; Gien, 1 délégué ; Bordeaux, 1 délégué ; Livry-Gargan, 1 délégué ; Saint-Henri, 1 délégué ; Toulouse, 1 délégué ; Drancy, 2 délégués ; Fédération du Nord, délégué ; Hoche Meurant, représentant 4 groupes, et Fédération du Midi, délégué ; Ghislain et Verter, représentant 5 groupes. Délégués individuels : Lecoin, Guérineau.

Muallès demande si tous les groupes représentés adhèrent effectivement à l'U.A.C. et le secrétaire lui répond que quelques groupes sont loin d'avoir respecté les décisions prises au dernier Congrès d'Orléans. Le Meilleur proteste contre la participation aux débats de certains groupes qui ne sont pas à jour de leurs cotisations et demande qu'ils soient acceptés qu'à titre gulfid.

Mourant, au nom des groupes du Nord et de la Fédération du Nord et du Pas-de-Calais, fait remarquer que la situation de sa Fédération est toute particulière, les camarades des groupes du Nord et du Pas-de-Calais étant obligés de soutenir et de faire vivre leur organe local « Germinet », ce qui ne leur permet pas de faire de forts versements à l'Union Anarchiste.

Odeon souligne que les groupes du Nord du Pas-de-Calais sont à jour de leurs cotisations et que la question ne se pose pas pour eux à savoir s'ils doivent ou ne doivent pas être représentés au Congrès. Il donne ensuite lecture de la liste des groupes qui ont participé régulièrement à l'activité financière de l'U.A.C. et souligne que le groupe de Pantin n'a pas, depuis dix mois, versé un centime à l'organisation.

Le Meilleur, Martin, de Brest, et Ghislain, de la Fédération du Midi, demandent que ceux qui ont tardé de retard dans leurs versements ne soient pas admis à participer aux débats.

Lecoin déclare que si l'on exclut certains camarades représentant des groupes qui n'ont pas, durant l'année, respecté les décisions prises au dernier Congrès d'Orléans, il faut également exclure le groupe de Bezons qui, pendant trois mois, s'est tenu hors de l'U.A.C.

Le Meilleur fait remarquer que si le groupe de Bezons est resté dans l'autonomie pendant trois mois il a, lorsqu'il a réintégré l'U.A.C., payé son retard et que, par conséquent, on ne peut rien reprocher à ce groupe.

Chambenoit déclare que si son groupe a refusé de faire des versements à l'organisation, c'est par sanction contre certains faits qui déplaçaient aux membres de son groupe, mais que celui-ci, cependant, se considérait toujours adhérent à l'U.A.C. La discussion se prolongeant, le Congrès décide de passer au vote et le groupe de Pantin est admis à participer activement aux débats.

Après la lecture de la correspondance, le Congrès commence ses travaux sous la présidence du camarade Albert, de Saint-Henri.

#### SEANCE DE L'APRES-MIDI

Stôt l'ouverture de la séance, le débat s'engage sur la première question à l'ordre du jour : « Les principes de l'Anarchisme ». Odeon expose qu'il est indispensable de traiter cette question en profondeur en raison des accusations de déviation portées contre les anarchistes communistes. Il considère qu'il faut nettement se situer vis-à-vis des anarchistes individualistes et c'est pourquoi il juge utile de développer à nouveau les principes de l'anarchisme.

Ghislain de la Fédération du Midi lit une longue déclaration, qu'il présente en son nom personnel et Chazoff, au nom du groupe du XIII<sup>e</sup>, présente deux résolutions, l'une adoptée par le Congrès anarchiste de Berne en 1876 et l'autre au Congrès de Fribourg en 1878. Il demande à ce que le Congrès accepte comme Charte la déclaration de Ghislain appuyée par les deux résolutions précitées.

Ce point de vue est combattu par Meurant, de la Fédération du Nord et par la Fédération du Midi représentée par Verter, qui déclarent que le manifeste d'Orléans est suffisamment clair en ce qui concerne les principes anarchistes et la position des anarchistes communistes vis-à-vis des individualistes et demandent que pour le « Programme Social » on s'en tienne à

celui élaboré par le dernier Congrès de l'U.A.C.

Après une discussion à laquelle prennent part, Lecoin, Le Meilleur et le représentant du Groupe de Montreuil, le Congrès passe au vote, et se prononce en faveur du manifeste d'Orléans en ce qui concerne les principes et le programme social. Une adjonction présentée par Lerol est acceptée et vient s'intercaler entre le premier et le deuxième alinéa du paragraphe « Ils sont individualistes » dans les principes anarchistes du Manifeste d'Orléans.

Ont voté pour le Manifeste d'Orléans, les Groupes de : Montreuil, Pantin, Aubervilliers, Saint-Etienne, Fédération du Nord, 8 voix ; Gien, Drancy, Bordeaux, Le Havre, Fédération du Midi, 4 voix.

Ont voté pour la motion Ghislain-Chazoff, les groupes de : 13<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, Brest, Bezons, Asnières, Boulogne, Billancourt, Jeunes, 15<sup>e</sup>, Saint-Henri, Trézé, Angers, Choisy, Orléans. Soit 14 voix pour le Manifeste d'Orléans et 13 voix contre.

On passe ensuite à la discussion sur : L'Union Anarchiste Communiste (son programme, sa structure, sa propagande, ses signes de conduite, majorité et minorité).

Le premier point à débattre est de déterminer la façon de laquelle on peut adhérer à l'Union Anarchiste Communiste.

Diverses motions sont déposées sur le bureau.

Lecoin demande que comme par le passé les individualités aient la possibilité d'adhérer à l'Union Anarchiste et que d'autre part, aucune obligation ne soit faite à un camarade d'avoir une carte puisque les Congrès se sont prononcés pour la carte annuelle de l'U.A.C. non obligatoire.

Certains groupes de la région parisienne, d'ail, ont décidé de ne pas admettre des camarades qui se refuseraient à prendre la carte. Or, aucune obligation en ce sens n'a été prononcée par le Congrès. Les groupes vont-ils pouvoir alors refuser un membre qui demande son adhésion, parce que celui-ci se conforme aux décisions du Congrès.

Chazoff prend la parole pour mettre au point la situation. Aucun groupe, en effet, ne peut obliger un adhérent à prendre la carte de l'U.A.C., si celui-ci effectue son versement annuel à l'organisation. Mais les groupes ont le droit de s'organiser intérieurement comme bon leur semble, et un individu qui demande son adhésion à un groupe doit se conformer au statut de ce groupe. Or, si ce groupe, dans ses statuts stipule que l'adhérent doit être muni, non pas de la carte de l'U.A.C., mais de la carte du groupe, l'adhérent doit accepter les décisions prises en commun et à la majorité.

On discute ensuite de la composition des groupes. Le Havre se prononce pour la formation de groupes électifs ; Montreuil déclare que son groupe est composé d'éléments individualistes et communistes et qu'une entente est possible entre ces divers éléments. Le groupe s'affirme anarchiste communiste, mais peut recevoir en son sein des individualistes. Ce point de vue est combattu par Bezons, Brest, le Midi et pour mettre un terme à la discussion qui menace de s'éterniser on passe au vote des motions en présence.

Elles sont au nombre de trois. Une présentée par Brest, une par Lecoin, une par le Groupe de Montreuil, et une dernière par la Fédération du Midi.

Motion de Brest

L'Union Anarchiste Communiste n'accepte pas en son sein, les anarchistes individualistes, même partisans de l'organisation.

Motion présentée par le Groupe de Montreuil

L'Union Anarchiste Communiste est le lien organique qui relie entre elles, les Fédérations. Elle n'a aucun droit d'immersion dans l'autonomie des Groupes et des Fédérations.

Les Groupes affiliés aux Fédérations et par conséquent à l'U.A.C., se définissent « Anarchistes-Communistes », mais chacun d'eux se régit selon sa propre méthode, tout en s'inspirant des principes dictés par le Congrès de l'U.A.C., en conformité avec le Manifeste d'Orléans, modifié par l'adjonction Lepoil.

Motion Lecoin

Les Groupes de l'U.A.C. sont anarchistes-communistes, basent toute leur propagande sur l'anarchisme communiste et font appel à tous ceux qui veulent œuvrer en ce sens.

Motion de la Fédération du Midi

Les Groupes de l'U.A.C. n'admettent que des camarades anarchistes-communistes-révolutionnaires, et qui ont démontré dans le passé qu'ils étaient des camarades sérieux. Les principes de militants seront secondés par des Groupes d'Etudes sociales, permettant aux sympathisants de s'éduquer et de devenir des militants.

Après la lecture de la correspondance, le Congrès commence ses travaux sous la présidence du camarade Albert, de Saint-Henri.

Après la lecture de la correspondance, le Congrès commence ses travaux sous la présidence du camarade Albert, de Saint-Henri.

Après la lecture de la correspondance, le Congrès commence ses travaux sous la présidence du camarade Albert, de Saint-Henri.

Après la lecture de la correspondance, le Congrès commence ses travaux sous la présidence du camarade Albert, de Saint-Henri.

Après la lecture de la correspondance, le Congrès commence ses travaux sous la présidence du camarade Albert, de Saint-Henri.

Après la lecture de la correspondance, le Congrès commence ses travaux sous la présidence du camarade Albert, de Saint-Henri.

Après la lecture de la correspondance, le Congrès commence ses travaux sous la présidence du camarade Albert, de Saint-Henri.

Après la lecture de la correspondance, le Congrès commence ses travaux sous la présidence du camarade Albert, de Saint-Henri.

Après la lecture de la correspondance, le Congrès commence ses travaux sous la présidence du camarade Albert, de Saint-Henri.

Après la lecture de la correspondance, le Congrès commence ses travaux sous la présidence du camarade Albert, de Saint-Henri.

Après la lecture de la correspondance, le Congrès commence ses travaux sous la présidence du camarade Albert, de Saint-Henri.

Après la lecture de la correspondance, le Congrès commence ses travaux sous la présidence du camarade Albert, de Saint-Henri.

Après la lecture de la correspondance, le Congrès commence ses travaux sous la présidence du camarade Albert, de Saint-Henri.

Au vote, la Motion de Brest recueille 17 voix ; celle de Lecoin, 3 voix ; celle de la Fédération du Midi, 3 voix, et celle de Montreuil, 1 voix.

Ont voté pour Brest : Pantin, 13<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, Brest, Bezons, Orléans, Asnières, Boulogne, Billancourt, Jeunes, 15<sup>e</sup>, Nord, 3 voix ; Saint-Henri, Trézé, Angers, Choisy.

Ont voté pour la Motion Lecoin : Drancy, Livry, Toulouse.

Pour Montreuil : Montreuil.

Pour le Midi : la Fédération du Midi.

Abstentions : Limoges, Saint-Etienne, Bordeaux, Le Havre.

Sur la structure de l'Union Anarchiste qui vient ensuite en discussion, Lepoil présente un projet de statut ; Montreuil propose une résolution, et le Groupe du XX<sup>e</sup> dépose également un projet de statuts. Lecture est donnée de ces diverses propositions et la séance est levée.

#### SEANCE DU 31 OCTOBRE 1932

##### MATIN

A l'ouverture de la séance, Montreuil proteste, déclarant qu'une de ses motions, sur laquelle le Congrès s'est prononcé la veille, n'a pas été lue au Congrès. Le Bureau enregistre sa protestation, et l'on passe à la discussion des résolutions et statuts déposés la veille, Lepoil, au nom du Groupe du Drancy, retire son projet de statuts et Lecoin demande au Groupe de Montreuil de bien vouloir accepter quelques modifications à sa résolution pour permettre aux camarades de faire bloc contre le projet de statuts présenté par le Groupe du XX<sup>e</sup>.

Montreuil accepte la proposition de Lecoin et le Bureau est alors saisi de deux propositions.

Le Congrès décide de voter sur l'une et l'autre de ces propositions, et d'ouvrir le débat sur celle qui sera acceptée.

Dans son ensemble, le projet de statuts du Groupe du 20<sup>e</sup> recueille 19 voix, et la motion Montreuil-Lecoin, 4 voix. Il y a deux abstentions.

Le projet de statuts du Groupe du 20<sup>e</sup> passe à la discussion. Lecoin déclare qu'il ne prendra plus part aux votes dans ce Congrès.

Article premier. — L'U.A.C.R. est une organisation révolutionnaire composée de groupes et fédérations anarchistes communistes révolutionnaires et prend le nom de Union Anarchiste Communiste Révolutionnaire.

L'article premier est adopté sans discussion.

Art. 2. — Les groupes adhèrent à l'U.A.C.R. par le canal de leur fédération régionale ; les groupes isolés adhèrent à la fédération la plus proche.

L'article II est adopté à l'unanimité, moins la voix de Montreuil et celle de Drancy.

Art. 3. — Les adhésions individuelles ne sont pas acceptées. Celles-ci doivent être données au groupe le plus proche.

L'article III est adopté sans discussion.

Art. 4. — Chaque groupe s'engage à verser une cotisation mensuelle. La caisse de l'U.A. est alimentée par un versement annuel de chaque membre des groupes, fixé à 10 francs et par une cotisation mensuelle des groupes fixée au prorata des adhérents.

Sur cet article certains groupes opposent que la somme de 10 fr. comme versement obligatoire à l'U.A.C. est trop élevée, surtout que les Groupes doivent encore faire leurs versements mensuels à l'organisation. Le Groupe du Havre propose que la cotisation soit non pas obligatoire, mais facultative. Cette proposition est repoussée, et le versement est maintenu à 10 fr. par membre adhérent à l'U.A.C.

Art. 5. — L'Union est administrée par une Commission administrative.

L'article V est adopté sans discussion.

Art. 6. — La Commission a son siège à Paris ; elle est nommée par le Congrès à raison de deux membres par fédération.

Cet article soulève une assez longue discussion, Lecoin ayant proposé au Congrès de fixer le siège de la Commission administrative, et du Libertaire en province.

La situation est impossible à Paris, affirme Lecoin ; les membres qui représentent à ce Congrès la majorité ne sont même pas d'accord entre eux, et il est indispensable d'éloigner pour un temps de Paris, et le Libertaire et le siège de l'U.A.C.

Le Meilleur, du Groupe de Bezons, répond à Lecoin que les discussions ne sont pas le privilège des Groupes parisiens, et que partout ailleurs il en est de même ; qu'en tous cas, la discussion ne gêne pas la propagande et que, d'autre part, il y a des conditions matérielles qui rendent impossibles le transfert du Libertaire en province. Le Meilleur demande à ce que les fonctionnaires soient pris en province, mais que le siège des organismes soit à Paris.

Hoche Meurant proteste également contre

la proposition de Lecoin : Lecoin dépose cependant, sur le bureau, la motion suivante :

Le Congrès décide que le siège de l'Union anarchiste-communiste et du Libertaire se tiendra à Amiens, sous la sauvegarde des anarchistes groupés dans les Fédérations de la Somme, de l'Oise et du Nord.

Au vote, 4 voix se prononcent en faveur de la motion Lecoin ; ce sont celles de Drancy, Livry-Gargan, Montreuil, Gien.

Contre, 21 voix : 13<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, Brest, Bezons, Orléans, Asnières, Boulogne, Jeunes, 15<sup>e</sup>, Nord 3 voix, Midi 3 voix, Saint-Henri, Thourouette, Bordeaux, Angers, Choisy, Toulouse.

La motion Lecoin repoussée, le Groupe de Brest propose que la Commission administrative soit composée par les délégués de Fédérations, au nombre de deux par Fédération. Ce point acquis, l'article 6 est adopté.

Art. 7. — Les délégués démissionnaires et ceux ne remplissant pas régulièrement leur mandat sont remplacés par les soins de la fédération qu'ils représentent.

L'article VII est adopté.

Art. 8. — Le travail administratif et matériel est assuré par un Bureau de trois membres : deux secrétaires et un trésorier non rééligibles. Le Bureau communiquera dans la semaine le compte rendu des réunions de la Commission administrative à chaque groupe de l'U.A.C.R.

L'article VIII est adopté.

Art. 9. — Pour les questions graves ou très importantes, la C.A. ne peut prendre aucune décision sans consulter les fédérations.

Art. 10. — Les groupes en désaccord de tactique avec l'U.A.C.R. doivent apporter leurs critiques, réserves et autres griefs devant leur fédération ou à la Commission administrative seuls qualifiés pour les entendre et leur donner satisfaction.

Art. 11. — La C.A. a la responsabilité de tous les organismes de l'U.A.C.R., elle peut remplacer toutes les fois qu'elle le juge utile les délégués à la propagande et les représentants de l'Union. Toutefois ceux-ci peuvent en appeler à leur fédération ou au Congrès.

Art. 12. — Les groupes et fédérations en retard de plus de trois mois ou ne remplissant pas les clauses de ces statuts seront automatiquement considérés comme démissionnaires de l'organisation et ne seront pas admis au Congrès suivant. Seuls les groupes adhérents à l'U.A.C.R. depuis au moins trois mois pourront assister au Congrès National.

Articles IX, X, XI et XII sont adoptés après une intervention du Groupe de Bezons qui demande qu'au texte primitif on ajoute que les fonctionnaires responsables démissionnés par la C.A. aient le droit d'en appeler devant la Fédération ou le Congrès.

L'ensemble des statuts est ensuite adopté par le Congrès, et la séance est renvoyée à l'après-midi.

#### SEANCE DE L'APRES-MIDI

A l'ouverture de la séance, Lecoin demande une précision sur une question, qui n'a pas été soulevée la veille, et dépose, à ce sujet, la motion suivante :

Le Congrès de l'U.A.C. déclare qu'aucun de ses Groupes ne pourra refuser l'adhésion d'un anarchiste communiste, se conformant aux décisions de ses Congrès, sous le prétexte qu'il n'est pas muni d'une carte qu'aucun Congrès ne rend obligatoire.

Lecoin demande la parole pour défendre sa motion et prie le Congrès de se prononcer clairement, à savoir si un Groupe a le droit de refuser d'admettre en son sein un camarade qui se conforme aux décisions du Congrès.

Odeon déclare que le Groupe est entièrement libre de s'organiser intérieurement comme bon lui semble, et que l'U.A.C. n'a pas à s'immiscer dans son organisation particulière. Le Groupe peut admettre qui bon lui semble, et refuser qui bon lui semble, sans que l'U.A. vienne émettre sur son indépendance, Martin, Muallès et Ferand défendent le même point de vue.

Une motion d'ordre est ensuite déposée par le Groupe de Saint-Henri, demandant que l'on mette, par un vote, fin à cette discussion.

Lecoin déclare alors que l'on n'ose pas mettre dans les statuts ce que l'on a derrière la tête, ce qui soulève la protestation des camarades.

On passe au vote, et la motion Lecoin est repoussée.

Le débat se poursuit sur la défense de la Révolution et Odeon rappelle la situation des éléments révolutionnaires en Ukraine lors de la Révolution d'octobre 1917. Il fait l'historique du mouvement makhnoviste et demande au Congrès de se prononcer sur les moyens propres à organiser la

défense de la Révolution, si au lendemain d'un mouvement populaire, celle-ci était menacée par les forces de réaction. Une longue discussion s'engage à ce sujet.

Le Groupe de Bezons, par l'organe d'un de ses délégués, demande que l'on passe sur cette question, déclarant que tous les moyens doivent être employés, au cas où la Révolution est menacée, mais qu'il est impossible de déterminer par avance quelle action sera livrée en la circonstance.

Le Groupe de Brest dépose, à ce sujet, la motion de principe suivante :

Défense de la révolution.

Il est incontestable que la bourgeoisie au pouvoir a en sa possession des moyens de lutte formidables. Dès les premiers symptômes de révolution, et pour mater l'insurrection, elle jette dans la bataille, en plus des milliers de soldats qui lui restent fidèles, et des éléments organisés de la bourgeoisie, tout l'outillage perfectionné de destruction : la dernière guerre a prouvé avec quels raffinements la science peut porter la mort et la ruine. Les anarchistes-communistes seront donc dans l'obligation d'en tenir compte, et force leur sera, durant une période, de s'outiller militairement pour la défense de la révolution. S'il pouvait en être autrement, il faudrait que la révolution soit mondiale et spontanée, et que la possibilité d'une contre-révolution ne soit plus qu'un rêve.

Le Groupe de Bezons oppose au Groupe de Brest la résolution qui suit :

Les anarchistes communistes, fidèles à leur ligne de conduite de toujours, sont partisans de la défense des conquêtes révolutionnaires. Ils emploieront à cet effet les moyens susceptibles de vaincre tous les éléments étatiques.

Lecoin fait à ce sujet un long exposé sur le travail qu'il a accompli les anarchistes avant et après la Révolution.

« Nous devons toucher le peuple, dit-il, dans ses organisations de classes. Celles-ci sont nombreuses. Nous sommes des libertaires et nous ne pouvons imposer à nos adhérents d'entrer dans l'une ou l'autre des associations corporatives, mais nous pouvons donner un conseil. Or, la C. G. T. s'est déshonorée durant la guerre ; la C. G. T. U. est entre les mains des gens de Moscou ; la C. G. T. S. R. est plus près de nous, et en son sein nous avons des éléments sûrs pour notre idéal.

Au lendemain de la Révolution, il n'y a que les coopératives et les Syndicats qui peuvent assurer la production et la répartition des objets indispensables à la collectivité. L'anarchisme ne peut donc être que la synthèse du syndicalisme, du coopératisme et même du secours mutuel.

C'est de ce côté qu'il faut porter ses regards après les jours d'émeute.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.

La fin des débats sera donnée dans le prochain numéro du LIBERTAIRE.







## LA RÉVOLUTION RUSSE EN UKRAINE

MARS 1917 - AVRIL 1918

Tous les camarades Anarchistes voudront lire le beau livre que vient d'écrire Nestor Makhno, sur la Révolution russe, qu'il a vécue, et à laquelle il participe avec toute son énergie et sa foi révolutionnaire. Le militant y puisera des documents indispensables et y étudiera l'action révolutionnaire lui permettant de poursuivre avec plus de

clairvoyance et de netteté sa lutte contre l'organisation bourgeoise et capitaliste.

LA RÉVOLUTION RUSSE EN UKRAINE est en vente à la Librairie Internationale, 72, rue des Prairies, Paris (20). (Chèque Postal Féraland, Paris 586-65), au prix de 12 fr., 33 0/0 de remise à partir de dix exemplaires.

## CHRONIQUE BANLIEUSARDE

## A PUTEAUX

La foire électorale est ouverte

Encore un petit scandale municipal dans la ville socialiste de Puteaux. Les murs sont pleins d'affiches, signées d'un futur candidat aux élections législatives ; il s'agit d'un « tripatoouillage » dont le contribuable fera les frais.

Nous les anarchistes qui avons organisé dans cette ville certaines réunions publiques qui firent beaucoup de bruit, et dans lesquelles nous ne manquâmes point les politiciens de tout acabit, nous sommes encore bien placés aujourd'hui pour remettre les « pieds dans le plat ».

Tout d'abord, rappelés donc quelques petites « histoires » du passé. Il y a trois ans, un fougueux conseiller municipal communiste, du nom de Galli, fut excommunié pour s'être marié à l'église, et c'était juste. Aujourd'hui, c'est un conseiller municipal socialiste, du nom de Buffet, qui éprouve le besoin de faire baptiser sa fille. Nous qui sommes fixés sur l'anticléricalisme de ces messieurs, nous n'y attachons pas plus d'importance que cela. Mais alors on ne va pas plus, c'est que le « Buffet » en question, qui est en même temps que conseiller municipal, industriel à Nanterre, vient de se faire prendre la « main dans le sac » en pillant le budget de la ville, ou plutôt en se servant de son titre de conseiller pour faire ses affaires.

C'est du moins ce qui ressort d'une récente séance publique du Conseil où l'un de ses collègues, le citoyen E. Rimbaud, l'accusa de ce dont il est parti plus haut et apporta la preuve de ses dires : l'affaire n'est pas finie, nous y reviendrons.

Toutes ces petites histoires nous aident à ouvrir les yeux à un « tas de ballois » qui éprouvent le besoin d'aller tous les quatre ans déposer un papier dans l'urne et qui considèrent avoir rempli leur devoir en se donnant un maître de plus, maire, député, sénateur, ou un parasite de même acabit.

A Puteaux, plus qu'ailleurs, l'électeur — s'il n'était pas indécrottable — devrait pourtant être guéri de sa « manie électorale ». Que d'immoralités et de scandales n'y a-t-il pas dans cette ville depuis une vingtaine d'années soit au point de vue coopératif, soit au point de vue municipal. Tout dernièrement encore, le Conseil municipal socialiste n'a-t-il pas vendu la salle des fêtes de la ville à un de ses membres ? Je dis bien vendu, puisque le nommé Coupart, conseiller socialiste et directeur de cinéma en la personne d'un « bout de l'urne », a l'autre jour, pour un somme dérisoire, payé l'électeur à déchirer son bulletin de vote, prends une trique, et fais les affaires toi-même.

Anarchistes, toutes ces « petites combines » à rapport ne nous étonnent pas ; ça va même très bien avec le régime actuel. Mais nous marquons quand même le coup. Et cela doit nous inciter à nous grouper plus d'efficacité pour le triomphe de nos idées.

La foire électorale est ouverte ! Compagnons de Puteaux et de la région, préparons-nous à la lutte contre tous les parlementaires, qu'ils soient de gauche ou de droite.

Bientôt aura lieu un grand meeting où toute la population sera conviée.

P. Lebreton.

## En guise d'« amnistie »

## POUR LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DU BOLCHEVISME

Arrêtés à nouveau, en exil

Le 2 octobre 1927, nos camarades Nicolas Béliakoff et son frère Armand, exilés tous les deux à Kait-Orda (Turkistan), furent à nouveau arrêtés, à ce qu'il paraît, pour avoir correspondu avec les camarades à l'étranger. Leur sort ultérieur nous est, pour l'instant, inconnu. La compagnie de Nicolas Béliakoff, Rachel Chapin, se trouve, avec son enfant gravement malade, dans une situation des plus pénibles.

## Une victime de plus

Le camarade Serge Semine, qui contracta la tuberculose en prison et en exil, vient d'être transféré de Tschekot à Tver, dans un état alarmant, sa maladie ayant atteint le dernier degré. Ce nouveau changement de lieu d'exil précipitera, sans aucun doute, sa mort. Il n'est ni si jeune, ni si robuste que Jean Tcharine, qui put être sauvé à la dernière minute. (Voir nos chroniques précédentes).

## Camarades en détresse

Le camarade Serge Tchoukhovitch vient d'être arrêté à Ouhkitch, petit village du district Ijmo-Petchersk (Sibérie). Dans le même village se trouvent encore deux camarades mariés. Le camarade V. Kossoff est exilé à Koudimkor, région d'Oural (Sibérie). Tous ces camarades sont sans travail, donc dans une situation très pénible.

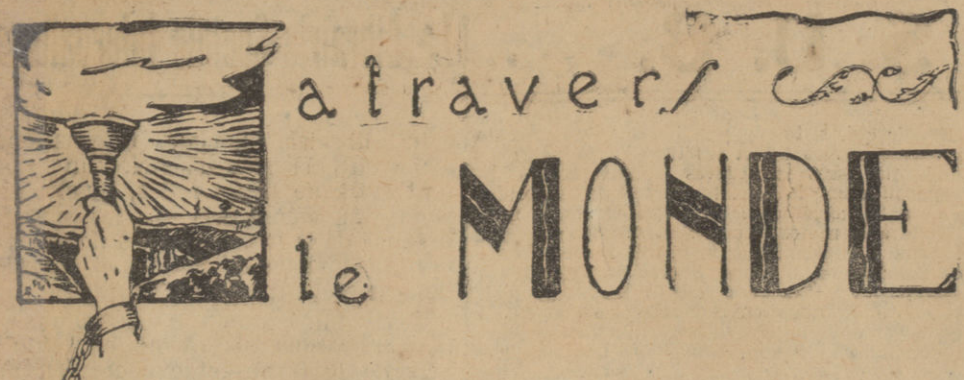
## Aux Iles Solovetzkî

Nous avions déjà dit que plusieurs anarchistes se trouvent, de nouveau, emprisonnés aux Iles Solovetzkî. Entre autres, un de nos meilleurs camarades, Timoféï Plotnikoff, y est jeté. C'est un ouvrier qui, après avoir milité en Amérique, vint en Russie en 1917, prit une part très active à la Révolution d'octobre et à sa défense, et travailla dernièrement dans la maison d'éditions libérales Golots Trouda, fermée récemment par le Gouvernement.

Un autre vieux camarade, un des plus dévoués et actifs, l'ouvrier Guerassimitchouk (ancien militant d'Amérique venu en Russie en 1917, de même que Plotnikoff), vient d'être arrêté et emprisonné à Souzdal. C'est une des pires prisons en Russie bolcheviste. Guerassimitchouk travailla également dans la maison d'éditions Golots Trouda.

## Dernières nouvelles

sur quelques autres camarades Marie Potikoff et Paul Oushoff, avec leurs deux enfants, sont transférés de



## ALBANIE

## SITUATION TROUBLE

Malgré les démentis de la légation albanaise qui déclare que tout est tranquille en Albanie et qui déclare sans fondement les nouvelles relatives au soulèvement, il est clair que l'assassinat de Tchéba Bey n'a fait qu'aggraver, dans le pays la lutte des éléments serbobosniens groupés autour de la victime de l'attentat de Prague, et des éléments italoalbanais qui gouvernent avec Ahmed Zogou.

Les révolutionnaires nationaux luttent contre ces deux clans également funestes à l'Albanie. Ils ont avec eux les masses paysannes opprimées par les bey. Tout ou tard, c'est de ce côté-là que viendra le salut.

## ANGLETERRE

## LE CHOMAGE DANS LES MINES

Les mineurs britanniques manquent de travail et la misère se fait sentir dans les foyers ; aussi certaines organisations locales ont-elles décidé de faire entendre leur protestation et d'attirer l'attention du monde parlementaire qui doit être responsable de cette pénible situation.

Bien que le Comité Exécutif du Congrès des Trade Unions, se soit élevé contre certaines pratiques de caractère révolutionnaire, plusieurs organisations du pays de Galles ont décidé d'effectuer une « marche sur Londres » et 300 mineurs, citoyens depuis plus de six mois, et représentant les mineurs du Pays de Galles se rendront à pied de Newport à Londres afin d'être dans la capitale le jour de l'ouverture du Parlement.

La loi anglaise interdit, croyons-nous, toute manifestation devant le Palais du Roi et la Chambre des Députés ; ces deux édifices seront donc bien gardés le jour de la manifestation. Mais néanmoins la démonstration des travailleurs ne sera pas sans effet et les parlementaires britanniques apprendront s'ils l'ignorent que des travailleurs meurent littéralement de faim, et qu'il serait peut-être temps que l'on s'occupe d'eux.

## ALLEMAGNE

## LA JOURNÉE DE TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE ALLEMANDE

Dans la semaine du 25 au 30 avril dernier, des recensements furent effectués dans diverses branches de l'industrie allemande, notamment dans la construction, l'imprimerie, la métallurgie, la cordonnerie, les tissages et l'industrie chimique. Bien que les résultats de certains corps de métier ne soient pas encore connus, nous pouvons dire d'ores et déjà avoir une idée à peu près nette de la situation de l'application de la journée de 8 heures.

On a étudié : en 1927, 57.895 établissements, avec 2.533.147 ouvriers ; en 1921, 51.166 établissements avec 2.362.820 ouvriers.

Sur ce nombre travaillaient :

	1927	1921
Moins de 48 heures .....	6,3 %	—
48 heures .....	41,1 %	—
48 à 51 heures .....	10,5 %	—
51 à 54 heures .....	26,2 %	—
Plus de 54 heures .....	16,9 %	20 %

Si nous examinons à part les diverses industries, nous trouvons les plus longues journées de travail dans les tissages et les usines métallurgiques.

3/4 des tisserands travaillent plus de 48 heures ;

57 % des ouvriers métallurgistes travaillent plus de 48 heures ;

21,3 % des ouvriers métallurgistes travaillent plus de 54 heures.

Dans la Westphalie, la situation est encore plus sombre :

79,2 % de tous les ouvriers travaillent plus de 48 heures ;

37,4 % de ces derniers travaillent plus de 54 heures.

Le prolétariat allemand a encore beaucoup à faire pour obtenir l'observation scrupuleuse de la journée de huit heures.

## BULGARIE

## LES NOUVEAUX MASSACRES DE TROIAN

Un des épisodes les plus affreux de la Terreur Blanche en Bulgarie fut celui des massacres de Troïan dans l'été de 1926.

On se rappelle les faits. A cette époque, sous prétexte de donner satisfaction à la Yougoslavie pour les incursions des comitatés sur son territoire, les autorités bulgares organisèrent des tueries dans des villages situés non à proximité de la frontière et dans la zone macédonienne, mais au centre de la Bulgarie, à Lovetch, Borina, Troïan, dans le grand Balkan.

Les paysans de ces contrées furent frappés comme suspects de sympathie aux agresseurs et après communs, c'est-à-dire aux adversaires les plus déclarés des comitatés autonomistes contre lesquels étaient prétendument dirigées les opérations punitives.

Des villages furent en grande partie détruits comme ceux de Borina, Golema, Golezna. On évalua à 200 le chiffre des tués et des disparus.

Or, les horreurs recommencent dans la même région à la suite des dernières diffusions bulgares créées par les tentatives des comitatés de Protogéorof.

Une lettre, adressée à M. Liapchev par MM. Ganot et Stomonof, président et secrétaire de la Ligue des Droits de l'Homme, formule les plus graves révélations.

« Les localités de l'arrondissement de Troïan, dit-elle, sont soumises à l'état de siège. Personne ne peut s'éloigner à plus de 500 mètres de la localité habitée. Pour tout autre décret menant ces régions en état de siège, conformément à la Constitution et aux lois, n'a été promulgué. Pendant la nuit, toutes les maisons doivent être éclairées sous la menace d'un châtiment terrible — la maison non éclairée sera brûlée instantanément. Une pareille monstruosité n'est prévue dans aucune des lois en vigueur du pays. Des punitions corporelles, allant jusqu'à la mort, sont exécutées directement par les expéditions répressives, sans aucune instruction, ni jugement. C'est ainsi qu'a été tué « Vajarin » (nous ignorons son nom exact) du village Stalino, arrondissement de Lovetch. Le sort de six prisonniers du village Radovet, avec Petko Karadjof, ex-maire du village est inconnu jusqu'à aujourd'hui, sont arrêtés en outre six personnes du village Stalina et quatre de la ville de Lovetch, contre lesquelles aucune instruction n'est encore ouverte, quoique plus de 10 jours se soient déjà écoulés depuis leur arrestation. On parle beaucoup

## de plusieurs cas de « fuite » et de « disparitions sans traces ».

Nous sommes heureux de voir la Ligue des Droits de l'Homme bulgare, qui malheureusement n'a pas toujours été très active (ce qui s'explique puisque son chef faisait partie du Zgovor) protester contre ces pratiques criminelles.

Il faut agir avec vigueur pour empêcher de nouveaux massacres dans cette tragique région de Troïan.

## GRÈCE

## POLICIERS PROVOCATEURS A CAVALLA

La police applique avec une féroce inouïe, les lois d'ordre de répression à l'encontre du gouvernement contre les ouvriers.

Le 15, à Cavalla, tandis que les commissaires de quartiers des ouvriers des tabacs, appartenant au syndicat « Enosis » étaient réunis à la Bourse du Travail, des policiers en civil se présentèrent à la porte, et demandèrent à suivre les débats.

Les ouvriers se bornèrent à leur demander de révéler leurs uniformes. Mais les policiers insistèrent, puis ouvrirent le feu. Quatre ouvriers et une ouvrière furent grièvement blessés. Beaucoup d'autres, atteints par les balles, ne se sont pas fait connaître.

Dix arrestations ont été opérées. La commission de sûreté va ordonner de nouvelles déportations dans les îles.

Le gouvernement de coalition continue la politique de violence du dictateur Pangalos.

## POLOGNE

## CHARITÉ CHRÉTIENNE

Le R. P. Mieschick, curé de Vilna, a composé cette prière ultra-moderne que nous voulons sans tarder faire connaître à nos lecteurs, tant elle est fidèle à l'esprit évangélique :

« O Dieu ! Donne la force à nos mains. La justice est nos canons, l'invulnérabilité à nos tanks ; fais que nos avions soient invisibles, nos gaz asphyxiants mortels pour l'ennemi. Fais nos armes aussi terribles que votre courroux. Que l'ennemi soit anéanti comme l'herbe sous la faux, que leurs femmes et leurs champs soient comme ceux que leurs fils mendent par les chemins et que leurs filles soient violentes ! »

Que leurs balles tombent sur l'herbe, que les nôtres leur déchirent le cœur. Notre âme est telle qu'il y a mille ans, elle hait toujours l'ennemi, et ne veut pas pardonner. Vous nous plus, Dieu, n'hij pas pardonner. Vous nous plus, Dieu, n'hij pas pardonner. Vous nous plus, Dieu, n'hij pas pardonner.

« Amen. »

## ROUMANIE

## L'UTILITÉ DES CONSEILS DE GUERRE

Le conseil de guerre de Jassy vient de condamner à 15 jours de prison M. Amarteu de Soroca, pour avoir pénétré dans un bureau de la mairie sans se découvrir alors que, sur le mur, était accroché le portrait du roi, ce qui est à noter que M. Amarteu subit d'abord un réglementaire passage à tabac et est resté plusieurs mois en prison préventive.

## L'AFFAIRE MANOLESCU

M. Manolescu, ancien sous-secrétaire d'Etat dans le cabinet du général Averescu, et qui fut arrêté tout dernièrement en gare de Temesvar, parce qu'il était porteur de plusieurs lettres du prince Carol à des hauts personnalités politiques roumaines, a été avisé par le commissaire royal Carapanca qu'il sera jugé jeudi prochain 10 novembre, à huit heures du matin.

L'inculpation qui pèse sur l'ancien ministre est celle de « crime et d'attentat contre la personne du roi Michel, pour avoir préconisé un changement dans l'acte constitutionnel du 4 janvier 1926 » mais, en réalité, ce qui est reproché à M. Manolescu, c'est d'avoir voulu ébranler la dictature de M. Ventila Bratianu, qui dirige la Roumanie au nom du parti libéral.

Il était à prévoir que la mort du roi de Roumanie soulèverait des incidents graves. En laissant le trône à un enfant en bas âge, qui ne peut endosser la responsabilité d'une politique qu'elle soit, le roi Ferdinand, en disparaissant, obligeait le Gouvernement à prendre lui-même la responsabilité de sa politique. Bratianu, aujourd'hui, ne peut plus reculer et a des comptes à rendre sur tous les méfaits dont il s'est rendu coupable, et cela explique la rapidité avec laquelle il fait juger M. Manolescu, qui s'était élevé contre la tyrannie bratianiste.

C'est plus que la question de la succession au trône qui se jouera demain : ce qui se joue à l'heure actuelle dans ce pays, c'est la liberté non seulement politique, mais aussi la liberté économique et sociale, qui est étouffée depuis des années par Jean et Ventila Bratianu, maîtres tout puissants au service de la finance.

## RUSSIE

## AMNISTIE FISCALE ET REMISE DES DETTES

Moscou, 5 novembre. — En commémoration du 10<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'octobre, le Comité Exécutif Central et le Conseil des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S. ont publié deux décrets en vertu desquels la classe paysanne est exemptée du paiement des dettes résultant des prêts qui ont été accordés aux paysans sur l'exercice budgétaire 1924-1925, en raison de la mauvaise récolte.

Les couches peu aisées de la population seront exonérées du paiement de l'arriéré des amendes sur les impôts.

Tout cela est très bien ; mais à quand l'amnistie pour les détenus politiques, pour les révolutionnaires, pour les anarchistes qui sont emprisonnés parce qu'ils voulaient défendre les conquêtes de la Révolution d'octobre ?

En ce dixième anniversaire de la Révolution russe, il y aurait peut-être une certaine logique à libérer les malheureux qui meurent en prison ou en exil sans avoir commis d'autre crime que celui d'être des sincères militants du peuple. Serait-ce trop de demander leur élargissement ?

Luigi Fabri

QUESTIONS DE L'ANARCHIE ?

En vente à la Librairie Sociale Internationale, 0 fr. 50.

En vente à la Librairie Sociale Internationale, 0 fr. 50.

En vente à la Librairie Sociale Internationale, 0 fr. 50.

En vente à la Librairie Sociale Internationale, 0 fr. 50.

En vente à la Librairie Sociale Internationale, 0 fr. 50.

En vente à la Librairie Sociale Internationale, 0 fr. 50.

En vente à la Librairie Sociale Internationale, 0 fr. 50.

En vente à la Librairie Sociale Internationale, 0 fr. 50.

## EN PROVINCE

## MONTPELLIER

## ECHOS DE LA REPRESSION AUX COLONIES

La semaine dernière MM. Trinh-Hung-Ngai, journaliste, Nguyen-the-Truyen, du parti de l'indépendance, Lieusauh-Fran, étudiant et Duong-Van-Giao, de nationalité indochinoise étaient de passage à Montpellier pour apprendre au public comment s'accomplissent aux colonies ce que certains appellent : la civilisation française.

Suppression de la liberté de la presse, suppression de liberté de réunion, brutalités policières, enfin tout le procès du colonialisme fut traité devant l'auditoire avec une parfaite maîtrise et des accents déchirants, on sentait tout un peuple qui demande à disposer de lui-même, suivant les qualités ethniques de sa race et que nous — Français — nous opprimons pour le plus grand bénéfice du capitalisme.

Le secrétaire de la Ligue des Droits de l'Homme ayant promis son concours pour présider cette réunion ne s'y montra pas, et n'envoya aucune excuse. Le maire de Montpellier, M. Billad, qui avait présidé une réunion semblable l'année dernière s'absentait également (ne nous compromissions pas, les élections sont proches) et ce fut notre camarade René Ghislain qui l'assista en désignant pour remplir cet office.

Après les conférences, notre camarade fit remarquer que différents sur certains points de vue des idées émises, les anarchistes étaient partisans de la libération des peuples quels qu'ils soient et qu'ils avaient de tous leurs vœux une révolution mondiale pour l'instauration d'un milieu social basé sur la fraternité universelle.

N. B. — Dans la galerie, l'orgon sur le nez, bloc-note sur les genoux, l'agent de M. Sarraut, l'ex-marchand d'opium et d'alcool aux colonies, relève ce que disent les orateurs, afin de les inculper de menées anarchistes.

Jean-Christophe.

## CONFÉRENCE FÉMINISTE

Mme Mallatier-Sellier, qui porte ostensiblement les insignes de guerre — ce qui est paradoxal pour une véritable féministe — était venue, la semaine dernière, développer la thèse : « Si les femmes violent ! » Après une interruption des camélotiers du roi, qui permit à la conférencière de faire un serment pathétique et théâtral, elle nous démontra avec un réel talent — il faut le reconnaître — ce que le monde serait si les femmes violent.

Notre camarade René Ghislain, qui lui porta la contradiction, lui fit remarquer que les pays qui avaient donné le vote aux femmes n'en avaient pas retiré de si grandes avantages que ceux dont elle avait parlé ; de plus, les femmes, pendant la guerre, par exemple, ont montré que la cruauté et l'ardeur à pousser au massacre n'étaient pas l'apanage du sexe fort. Il lui cita l'action de certaines féministes d'autrefois, comme d'aujourd'hui, comme Louise Michel, Rosa Luxembour, Séverine, Marcelle Capy, Mme Duchêne, Clara Zetkin et Mme Kolontar, mais c'est un féminisme que ne peut souffrir la conférencière partisane de la collaboration de classes et non de la lutte de classe.

Pour conclure, notre camarade lui posa deux questions, auxquelles elle ne put répondre : Primo : combien sa Ligue française comptait-elle de femmes d'ouvriers ? et second : Si l'on pouvait excuser les erreurs de 1917, quelle avait été l'action de la Ligue lors des guerres du Maroc et de Syrie ?

Il y aura peut-être un avantage à ces deux questions, pour Mme Mallatier-Sellier, c'est qu'elle deviendra depuis, et de cette façon, les contradictions ne manquent pas de lancer quelques robes du soir aux noms de circonstance, comme « Soir d'élection », « Indécision » ou « Ballottage », ce qui, avec la mode des poitrines plates, sera un véritable paradoxe.

## DANS LA RÉGION

## DE L'OUEST

## LA PROPAGANDE ANTIRELIGIEUSE

Voici un petit compte rendu de l'activité antireligieuse des libertaires dans l'Ouest de la France.

Dès sa sortie de prison, notre camarade Joseph Chapin organisa trois conférences sur les « Mystères du Confessionnal » : le 25 septembre à Morlaix ; le 27 à Kérinon ; le 29 à Brest. Cette dernière, notamment, fut un véritable succès. Malgré la laceration stupide et systématique des affiches par les « morveux » des Patronages catholiques, 1.500 personnes envahirent le Théâtre Municipal. Seul, le pasteur protestant S. Daulté, apporta la contradiction, sans succès bien entendu.

Le 5 octobre, Chapin exposait la « Mensonge de Jésus » dans une assemblée au bénéfice de la Jeunesse Syndicaliste Bretonne. Quatre cents personnes y assistèrent et écoutèrent avec attention la controverse qui s'ensuivit entre le pasteur protestant et notre ami.

Le 7, à Auray, le 8 à Tréglazé, eurent lieu deux conférences réussies sur le Confessionnal. Pas de contradiction malgré la présence à Auray du chanoine Desgranges.

Le lendemain, dimanche 9 octobre, les pèlerins moscovites — Grandjean et Luitel — devaient célébrer à Tréglazé les beautés du Paradis bolcheviste. Les pauvres « types » furent vraiment pitoyés. Et Chapin eut vraiment peu de mal à démontrer la triste échafaudage des deux « léninistes » nouveaux convertis.

Le 13 et le 14 octobre devaient avoir lieu deux conférences, à Rennes et à Brest, sur le sujet suivant : « Jésus et l'Église ». L'abbé Viollet avait promis d'apporter la contradiction. Mais, en dernière minute, un télégramme dudit Viollet nous apprit que les autorités ecclésiastiques lui enjoignaient de ne pas paraître en public avec l'anarchiste Chapin. Les conférences eurent lieu quand même et nous enregistrâmes deux succès : 1.500 auditeurs à Brest, près de 800 à Rennes.

Le 22 octobre, conférence à Saint-Pierre-Quilignon sur la question de l'existence ou de la non-existence du Dieu des Chrétiens. Succès inspiré : dans ce petit bourg essentiellement catholique, 230 auditeurs écoutèrent dans le calme l'exposé de Chapin. Pas de contradiction !

Le 25 et le 26 du même mois, notre ami paraît en Ile-et-Vilaine. Il devait causer à Saint-Malo, Rennes, Vitré et Fougères. Mais les maires de ces deux dernières localités refusèrent les salles. A Saint-Malo et à Rennes, Chapin put causer sur le Confessionnal. Mais la première ville, salle de l'archi-comble et la seconde, salle de la paroisse catholique. A Rennes, près de 900 personnes écoutèrent la conférence dans le calme ainsi que la contradiction courtoise qui s'ensuivit.

Enfin le 28, à Morlaix, Joseph Chapin traça « Jésus et son Église » devant 350 personnes et répondit au pasteur protestant qui apportait son point de vue.

Voilà la besogne déjà accomplie. Il nous reste encore beaucoup à faire et le mois de novembre s'annonce très chargé.

Nous irons le 5 à Kérinon ; le 10 à Quimper ; le 12 à Nantes ; le 13 à Doulen ; le 14 à Chantenay ; le 16 à Guingamp ; le 17 à Saint-Pierre-Quilignon ; le 18 à Saint-Malo ou à Rennes ; le 19 à Fougères ; le 22 à Quimperlé ; le 23 à Lorient ; le 24 à Auray ; le 26 à Orléans ; le 29 à Mans.

Quand nous aurons bien commencé la besogne de « dérasement » des cerveaux grâce à la propagande antireligieuse, nous envisagerons l'organisation de conférences libertaires et la formation de nombreux groupes actifs dans notre région.

Agissons !

## La Fédération Anarchiste-Communiste de l'Ouest

La Ligue Bretonne Anticatholique.

## TOULON

## LE CAS GAMBA

Lors de la conférence du camarade Lazarevitch à Toulon (ce que j'ai vécu en Russie), que le camarade Gamba Jean, du groupe présida, les camarades furent surpris d'apprendre de la bouche du contradicteur Pothier, leader du parti Communiste (la facile et le mortel), contradicteur qui n'en fut pas un, car il n'avait que la rage au cœur et la bave aux lèvres, d'apprendre dis-je, que Gamba Jean avait accepté d'une façon facile de se rendre en Russie avec la délégation communiste.

Si la conférence terminée et qui fut malgré l'obstruction faite par les communistes autoritaires pour empêcher notre camarade Lazarevitch de répondre à ce semblant de contradicteur qu'on le veuille ou non, tout en l'honneur de notre idéal libertaire, l'on se rendit au siège du groupe comme l'on fait après chaque conférence et là l'on discutait en présence de Lazarevitch, ce Gamba J. qui était lui aussi présent, et reconnut avoir accepté d'une façon facile de faire parti de la délégation communiste qui devait se rendre en Russie. Tous les camarades du groupe ainsi que Lazarevitch lui firent remarquer qu'il ne verrait en Russie que ce que l'on voudrait qu'il voit et que la seule réponse qu'il avait à faire à l'offre qui lui était faite par le parti communiste était la suivante :

« Si l'on m'acceptait en tant que délégation, je m'engageais à accompagner un camarade intermédiaire, expulsé du pays des Soviets ; sans cela son voyage en Russie n'aurait rien d'intéressant au point de vue social. Gamba avait bien un peu laissé ce soir-là entrevoir qu'il n'accepterait pas cette condition. Mais est-ce par ambition ou par vanité ? Le tout est que Gamba Jean par deux fois fut invité à venir discuter la question au groupe avec les camarades, il crut n'avoir pas d'obligations à fournir au groupe auquel il appartenait et s'abstint de se présenter et fit savoir qu'il n'avait de comptes à rendre à personne parlant en son nom personnel en Russie soviétique comme individuiste.

Devant l'attitude de Gamba Jean refusant tout contact avec les camarades pour explications vis-à-vis de ce geste, les camarades du Groupe Libertaire « Jeunesse Libre » de Toulon, réunis le vendredi 27 octobre 1927 ont pris la décision suivante :

Le groupe libertaire « Jeunesse Libre de Toulon », porte à la connaissance de tous les camarades et sympathisants de Paris et de province (afin que les communistes ne se servent pas de Gamba Jean pour exposer dans leurs réunions à leur retour de Russie toutes les beautés que la délégation a vu au pays de la Guépérou en présence d'un délégué anarchiste), que Gamba Jean, du groupe de Toulon n'est pas allé en délégation en Russie soviétique avec l'assentiment de son groupe, il ne fut délégué par aucun groupement libertaire pas plus que par l'U. A. C. Gamba Jean est parti avec la délégation communiste en Russie en son nom personnel et pas autrement.

Ambition ou vanité ? En tout cas, Gamba ne nous portera rien de Russe, toutes les beautés du pays du dit la faucille et du marteau nous ont été



## LA VIE DE L'UNION

## PARIS-BANLIEUE

Jeunesse anarchiste-communiste. — Réunion mardi 15 novembre à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc.

Groupe du 15<sup>e</sup>. — Réunion vendredi 11 à 20 h. 30, 85, rue Mademoiselle.

3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>. — Mardi prochain 15 novembre à 20 h. 30, 163, boulevard de l'Hôpital, réunion des sympathisants. Adhésion, discussion à 20 heures précises. Réunion des adhérents à 20 heures précises. La position du groupe vis-à-vis de la Fédération et dans l'U. A. C.

Le secrétaire est prié de venir à 20 heures précises, aucune excuse ne sera admise.

27<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>. — Tous les mercredis, 9, rue Louis-Blanc, à 20 h. 45, réunion du groupe. Mercredi 16 novembre, causerie par un camarade sur « les problèmes actuels de l'anarchisme ».

Appel est adressé à tous les anarchistes communistes, révolutionnaires pour renforcer le groupe et organiser dans les 4 arrondissements une série de réunions de propagande.

Livry-Gargan. — Le groupe se réunira le samedi 12 novembre, à 21 heures précises, au 9 de la rue de Meaux.

Ordre du jour. Notre attitude envers l'U. A. C. R. après le dernier congrès. Dimanches et décisions devront être prises, nous faisons un appel pressant à tous les camarades habitant la contrée, pour venir faire connaître leur point de vue.

Groupe de Choisy-le-Boi. — Réunion vendredi 11 à 20 h. 30, Maison du Peuple, rue Auguste-Blanqui.

Groupe régional de Bezons. — Dimanche 13 novembre, à 9 heures précises du matin, salle de l'ancienne mairie, assemblée générale du groupe. Les camarades de Saint-Germain, Châtou, Maisons, Sartrouville, Nanterre, Courbevoie, Argenteuil sont priés d'être présents. Ordre du jour important. Compte rendu du congrès de l'U. A. C. et de la fête du groupe ; tombola. — Le Groupe régional.

## PROVINCE

Groupe d'Etudes sociales de Trézel. — Mardi 15 novembre à 17 heures, salle de la Coopérative, réunion du Bureau du Groupe, des vendeurs de journaux, des camarades de l'Union des Libérateurs et des Flambeaux ; adhésions ; questions diverses.

## TRIBUNE FEDERALE DU BATIMENT

3<sup>e</sup> REGION FEDERALE DU BATIMENT

## Les puissances occultes du Patronat

Une vingtaine d'estouffeurs et de tire-finaux sont actuellement en instance de jugement la Cour d'Assises de la Seine.

Dans ce procès nous n'avons pas à faire pression sur les magistrats chargés d'examiner l'affaire, cela nous indiffère. Faisons remarquer cependant qu'une des principales causes du développement de la criminalité, par ces temps d'agiotage et de vie chère, c'est la misère.

Cependant, la veille de l'ouverture de ce procès, nous avons pu lire dans le journal L'adversaire, que ces Polonais pour-suivis étaient tous des adhérents.

Sans relever le manque d'égards et le caractère de citoyen que la phrase laissait entendre, il est bon de rappeler au pisse-copie en question que les gars du bâtiment ne sont ni des fripouilles ni des détresseurs de passants.

Qu'on nous permette de rappeler ici que les ouvriers du bâtiment en général ont un cœur généreux qui s'apitoie facilement devant les infortunes et les iniquités sociales et que chaque fois qu'ils ont engagé une action revendicative contre leurs exploit-teurs, ils ont agi selon leur conscience d'individus spoliés, au grand jour et non dans l'ombre ou la nuit.

A côté de cela, ce procès pose à nouveau et avec une nouvelle acuité le problème de la main-d'œuvre étrangère. Nous n'appren-drons rien de nouveau au public en disant qu'il y a eu de la grande tourmente, les rangs des compagnons de la bâtisse, se trouvaient cloués.

Pour reconstruire les régions plaines, il fallait suppléer au manque de main-d'œuvre qualifiée, en faisant appel à une autre main-d'œuvre.

C'est là où la responsabilité du patronat commence à se démontrer.

Des démarches souventes fois répétées par les gros trousseurs du bâtiment auprès des gouvernements français, aboutissant à des traités ou des transactions passées de bon-premont à l'avantage du patronat pour un nombre quelconques indéterminés d'ouvriers.

Qu'importait au patronat la moralité des gens ainsi recrutés ? Avant toute autre chose nos exploit-teurs n'avaient qu'un seul souci : faire des affaires, emplir leurs coffres-forts, et la main-d'œuvre étrangère affluant, les manitous savaient pertinemment bien que les ouvriers français, s'ils voulaient revendiquer un peu de bien-être et de liberté, il leur fallait « organiser » ces éléments étrangers.

Le patronat gagnait du temps. Le recrutement de cette main-d'œuvre se fit sur une vaste échelle en Pologne, en Italie, en Hongrie, au Portugal, etc., etc., sans exception les débris blancs de ce que furent les armées des Wrangel, Kolitchak, De-mitine et autres Yonidenich.

Croyez-vous que les recruteurs (liées les traités de paix humaine), se sont évertués à faire un tri dans chaque pays d'ori-

Groupe de Montreuil. — Réunion du Groupe le 13 novembre à 10 heures, salle du Moulin, compte rendu du Congrès ; adhésion du Groupe à la Fédération.

Le groupe anarchiste Bien-Être et Liberté de Toulouse prie les camarades et sympathisants d'assister nombreux à la réunion du groupe qui aura lieu samedi 12 courant à 8 h. 30 du soir, ancienne Faculté de lettres, rue Remusat, petite salle.

Au cas où la Municipalité refuserait cette salle, on se réunirait même jour, même heure, chez Tricheux, rue du Peyrou, 16.

Reims. Groupe Anarchiste Communiste. — Rompant avec les vieilles traditions d'inertie et de désorganisation, nous faisons appel aux camarades anarchistes communistes comprenant que l'organisation et la base de la lutte contre la Société bourgeoise et que seul un peu plus de clarté idéologique pourra nous sortir de la chaudière dans laquelle nous pâtissons.

Vous vous forcez, camarades, un devoir d'assister à la réunion qui aura lieu samedi 12 novembre à 8 h. 1/2 du soir, au café de Venise, rue Gambetta, angle de la rue de Venise.

Ordre du jour : nomination du Bureau. Statut du groupe.

Le Secrétaire provisoire : R. Gil.

## Petite Correspondance

Abrial et Gabriel. — Voulez-vous me donner de vos nouvelles. — Rouvet.

Un délégué a oublié un petit sac à main au Congrès. Le réclamant a « Libertaire ».

Sarazin, Charente-Inférieure. — Oui, nous sommes d'accord.

Tollet, Paris. — Abonnement jusqu'au 30-10-27.

Michel Franckart. — Abonnement Léonard Alexandre terminé depuis le 30-7-27. Toujours en service.

A. Brunet. — Reçu 30 francs, merci.

Lucien Petit. — Tu ne dois rien. Nous nous rappellerons de ton versement de 500 francs. Tu es le premier à te situer situation matérielle te permet. — P. O.

Bulan Fernand. — Terminer au 30-8-28.

Bodin Mathurin. — Terminer au 30-8-28.

Le Menes. — Terminer le 30-7-28.

Couraud. — Je compte sur toi le 17 au « Faï-san Doré », à la réunion du groupe. — Marcel Bois.

gine ? Que non pas ! Il fallait faire vite et servir les bons patrons français qui étaient pressés.

Le bétail humain était acheminé par des trains entiers vers notre doux pays où l'exploitation de l'homme par l'homme continue ses hideux ravages.

Il s'est trouvé que parmi les bons éléments il s'en est glissé de mauvais et le patronat français, tout heureux et tout à sa proie, a tout accepté. Pouvait-il en être autrement ?

Aujourd'hui nous pouvons dire sans crainte d'être démentis que notre Fédération et notre 13<sup>e</sup> Région ont tout mis en œuvre pour tenter d'organiser ces masses besogneuses de travailleurs. Nous avons battu et rebattu ces fameuses régions apatées, accompagnées de camarades causant les langues maternelles des « recrutés ». Dans nos campagnes, par paroles et écrits, nous avons dépeint l'état lamentable dans lequel étaient parqués les copains étrangers, mal payés, mal nourris, logés dans des taudis repoussants de saleté et de vermine.

Pourtant les agents patronaux faisaient pression sur les éléments étrangers pour les empêcher de venir aux organismes syndicaux.

Sans nul doute la pression la plus honteuse, la plus basse par sa répugnance a été faite auprès des polonais, sur lesquels aujourd'hui une campagne de presse bien pensante et bourgeoise tente de jeter le discrédit.

Faut-il rappeler qu'on maints endroits de ces régions apatées, nos délégués durent marcher, ont été malmenés, jetés violemment hors des chantiers qu'ils avaient mission de visiter, par la police. Dans certains endroits même, les propriétaires de cafés, de restaurants, de cantines recevaient l'ordre « formel » de ne pas prêter leurs salles à l'objet d'y tenir des réunions de propagande ; dans certains autres nous avons été reçus à coups de casse-têtes et même à coups de revolvers par nos « camarades étrangers », après desquels nous étions chargés d'apporter la bonne parole.

Qui avait armé ces gens dans ces tragédies fratricides, sinon les exploit-teurs ?

Le résultat ne s'est pas fait longtemps attendre : salaires avilis, longues journées et l'hydre du taylorisme ravivé.

Aujourd'hui où les tribunaux ont à « juger » un peu partout de ces « indésirables » il est bon de préciser les responsabilités.

N'est-ce pas le haut patronat international du bâtiment, réuni à Prague qui, en mépris de toute humanité, a déclaré la guerre aux salaires et à la journée de huit heures.

En écrivant cela nous ne faisons pas que d'accuser, mais aussi de rappeler un brin d'histoire, de cette histoire du martyrologe ouvrier, dans laquelle les Puissances Occultes du Patronat ont leur grande part de responsabilités.

Maintenant nous n'en resterons pas là, nous continuerons notre bonne et saine propagande auprès de nos camarades étrangers, nous verrons bien si les gouvernements se rendront encore à l'appel des flibustiers et des gros trousseurs du bâtiment.

Il faudra que l'on sache en haut lieu que nous sommes décidés à organiser et canaliser la main-d'œuvre étrangère, ceci dans l'intérêt de tous les travailleurs en général et, à la moindre velléité de mauvaise vo-

lonté ou de menace du patronat, nous en appellerons à l'opinion publique. Nous porterons devant l'opinion l'attitude des gouvernements dont la partialité en faveur des gros entrepreneurs est manifeste. Et une fois de plus la classe ouvrière vous jugera.

La 13<sup>e</sup> Région Fédérale.

## DANS LES SYNDICATS

Syndicat général des travailleurs de la pierre. L'assemblée générale mensuelle aura lieu dimanche matin 13 novembre à 9 h. 30 salle Jean-Jaures, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10<sup>e</sup>).

L'ordre du jour, très important, qui sera développé au cours de cette grande réunion, attirera l'ensemble de tous les travailleurs de la pierre de la région parisienne, qui comprennent plus que jamais la nécessité absolue de se grouper, d'organiser dans notre organisation syndicale, dans toutes les sections de combat, organisées, dirigées contre le patronat-capitaliste, exploit-teur, ennemi dangereux de la classe ouvrière.

Le secrétaire : Louis Chave.

P. S. — Le gros manitou de la bâtisse, Despagne, le « riche », a été contraint, malgré ses hypocrisies, à se rendre devant la ferme volonté de nos compagnons tailleurs de pierres, tous syndiqués, à accorder l'augmentation de salaire, réclamée par 50 centimes par heure de travail. Après cette brillante victoire, nos camarades ont repris le travail après une grève de quatre jours. Encore un bel exemple de solidarité ouvrière et d'action syndicaliste.

Le secrétaire : Louis Chave.

## Communications Diverses

Groupe Education Rationnelle, 33, rue Jean-Jaures. — Réunion du Groupe E. R. de Nantes, les jeudi 10 et 17 novembre, au siège, 33, rue Jean-Jaures, à 20 heures.

Présence de tous, nécessaire pour l'organisation de nos futures causeries.

Groupe anarchiste-communiste de Puteaux. — Les camarades de la région, partisans d'ouvrir pour un mouvement anarchiste-communiste organique, ont décidé de programmer un congrès de l'U. A. C. R., sous la présidence de M. C. R. A. Puteaux, le samedi 16 novembre à 20 h. 30, 30, rue Arago, à Puteaux, afin de créer le groupe régional Banlieue-Ouest ; présence assurée du secrétaire fédéral.

Appel aux camarades des environs et particulièrement de Courbevoie et Suresnes.

Groupe anarchiste autonome des 20<sup>e</sup> et 44<sup>e</sup>. — En vue de reconstituer le groupe sur des bases nouvelles, nous invitons les copains à venir nombreux à la réunion qui aura lieu le jeudi 17 novembre, salle du « Faïsan Doré », 28, boulevard de Belleville, à 20 h. 30.

Causerie par un camarade.

ATTENTION !

Le Groupe libertaire de Lyon met en garde les groupes ou individus contre un individu se disant être le frère du camarade Lepetit, mort en Russie.

Cet individu est un estampeur professionnel et vient de faire une victime parmi nos amis de Lyon.

Il ne passe pas par l'intermédiaire des groupes et s'adresse surtout aux camarades isolés et qu'il sait posséder quelque argent.

Il est facilement reconnaissable, ayant le bras droit coupé à moitié.

Prière de lui faire la conduite qu'il mérite.

Pour le groupe de Lyon : A. Ducharme.

Grande goûte, le mercredi 16 novembre 1927 à 20 h. 30, salle Oepe, 40, rue Alexandre-Dumas, Roumainville. — Les camarades interpréteront les œuvres de Xavier Privas, Charles d'Avray, etc.

Carliotti, Loulou ; Roberto, Henri de Lagny ; Mad Pélégan, Marcel Riqui ; Charlot, Rodolphe ; Héros, Sylvie.

Un chic frère, pièce en 1 acte (entrée gratuite).

Marseille. — Groupe d'action anarchiste. — Nous lançons un dernier et pressant appel aux groupements se trouvant sur le parcours Lyon-Toulon pour tous les camarades qui ont adhéré à la tournée de conférences B. Bastien qui aura lieu du 13 au 23 janvier. Ecrire : J. Clot, Bourse du Travail, salle 6.

Le 19 novembre, dernière causerie de la saison par P. Pascal ; sujet et local seront donnés dans le prochain « Libertaire ».

Les réunions du groupe d'action ont lieu régulièrement les jeudis à 18 h. 30. Pour le local, voir nos communications aux journaux locaux.

Pour le groupe d'action : J. Clot.

Dimanche 15 novembre à 20 h. 30, au « Centre Catala », 15, rue Saint-François-de-Paul, quartier de la Plaine, grande matinée artistique au bénéfice de l'action et des emprisonnés politiques, par des concours assurés des meilleurs chanteurs locaux. Au programme : « Le Petit Chaperon Rouge », pièce en vers en 1 acte, de Félix Gaudier et Paul Gevel. Tous les compagnons ainsi que leurs compagnes et les sympathisants sont cordialement invités. Une tombola comprenant de nombreux lots sera tirée à la fin du concert.

Nota : Les billets de tombola ainsi que des programmes donnant droit à l'entrée sont des aujourd'hui en vente. Bourse du Travail, salle 6, tous les soirs. Billets tombola, 0 fr. 50. Programme 2 fr. 50. Entrée gratuite pour les enfants.

## Ligue Bretonne anti-catholique

Samedi 12 novembre, à 20 h. précises, salle Mounand-Lesage, boulevard National, Nantes, conférence publique et contradictoire par Joseph Chapin. Sujet traité : « A l'ombre du confessionnal ». Droit d'entrée pour couvrir les frais. Guichets à 20 heures.

Dimanche 13 novembre, à 15 heures précises, salle des fêtes du Grand-Biottereaux, Nantes-Doulon, conférence publique et contradictoire par Joseph Chapin. Sujet traité : « Jésus et l'Eglise ». Droit d'entrée pour couvrir les frais. Guichets à 14 h. 30.

Lundi 14 novembre, à 20 h. 30 précises, salle Sourisse, rue Gutenberg, Chantenay, grande conférence contradictoire par Joseph Chapin. Sujet traité : Dieu existe-t-il ? Droit d'entrée pour couvrir les frais. Guichets à 20 heures.

Vendredi 17 novembre, à 20 h. 30 précises, chez Menguy, à Saint-Pierre-Quilbignon, conférence publique et contradictoire par Joseph Chapin. Sujet traité : « A l'ombre du confessionnal ». Droit d'entrée : 1 fr. pour couvrir les frais. Guichets à 20 heures. L'abbé Cam a été invité par lettre recommandée.

Mercredi 16 novembre, à 20 h. 30 précises, salle municipale de Guingamp, conférence publique et contradictoire par Joseph Chapin. Sujet traité : « A l'ombre du confessionnal ». Droit d'entrée : 1 fr. pour couvrir les frais. Guichets à 20 heures.

ANARCHISTES SYNDICALISTES REVOLUTIONNAIRES

Avez-vous pensé à soutenir votre LIBERTAIRE ?

Il ne vit que par vous et pour vous.

## DANS LE S. U. B.

Ce soir jeudi, 10 novembre, à 18 heures, réunion du Comité général du S.U.B., salle de la Commission, 4<sup>e</sup> étage, Bourse du Travail.

PERMANENCE DU DIMANCHE

13 novembre : Barbou, 20 novembre : Langlassé, 27 novembre : Andrieux.

REUNION DES SECTIONS SUIVANTES :

Jeudi 10 novembre, maçonnerie, pierre, démolisseurs, à 18 heures, salle de la Commission, 3<sup>e</sup> étage, Bourse du Travail.

Dimanche 13 novembre à 9 heures du matin, petite salle des grèves, Bourse du Travail.

Briquetiers fumistes industriels à 9 heures du matin, salle de la Commission, 3<sup>e</sup> étage, Bourse du Travail.

Vendredi 18 novembre à 18 heures, Monteurs en chauffage, salle Henri-Péru, Bourse du Travail.

Mardi 16 novembre à 18 heures, réunion du Comité des adhérents à 18 heures, salle de la Commission, 4<sup>e</sup> étage, Bourse du Travail.

Section Technique des Briquetiers Fumistes industriels et aides. — Tous les adhérents de la section doivent se faire un devoir d'assister à la réunion de la section qui aura lieu le dimanche 13 novembre à 9 heures du matin, salle de la Commission, 3<sup>e</sup> étage.

A cette réunion un délégué du S.U.B. exposera la situation actuelle.

Les camarades du Syndicat autonome corporatif peuvent assister à cette réunion.

Le Conseil.

Section Technique de la Maçonnerie-Pierre-Démolisseurs. — Comarades, au sein de l'Union, au moment où le chômage s'étend et où nos patrons nous imposent de plus en plus la section, le fait appeler à l'organisation et surtout à l'action, elle te rappelle que le souvenir des luttes passées ne suffit plus, il faut envisager

l'avenir qui, si tu n'y prends garde, est gros de menaces envers toi et les tiens, c'est pourquoi l'adhésion dans ces graves circonstances équivaudrait à une lâcheté. Le Conseil de la Section ne pense pas cela de toi ; c'est pourquoi il te convie à la réunion de la section qui se tiendra le jeudi 10 novembre à 18 heures précises, salle de la Commission, 3<sup>e</sup> étage, Bourse du Travail. Un délégué du S.U.B. sera présent à cette réunion et ensemble nous envisagerons les moyens à employer pour lutter contre le chômage et améliorer notre situation.

N. B. — Le décret d'administration publique qui autoriserait les patrons à saboter notre journée de huit heures à pris fin au 31 octobre ; à partir du 1<sup>er</sup> novembre, les patrons ont le droit de faire plus de huit heures, les camarades connaissant des chantiers faisant plus de huit heures doivent les signaler à la permanence du S.U.B.

Section Technique des Cimentiers, Maçons d'Art et Aides. — Camarades, tu dois assister à notre prochaine assemblée générale de la Section ou d'importantes questions seront débattues. Le Conseil a cru bien faire, dans cette époque de rationalisation où l'on tente de faire des ouvriers de vulgaires manœuvres spécialisés, appelés à s'abrutir en exécutant toujours les mêmes gestes) de développer la capacité professionnelle de nos adhérents, cela doit être après à nous défendre utilement ; tu viendras dire ton mot à ce sujet et si cela te plaît, tu suivras ces cours ; la question d'une amnistie syndicale sera également à l'ordre du jour, en plus nous aurons à envisager la propagande pour cet hiver, le chômage et les 8 heures, toutes questions intéressantes où tu dois apporter ton point de vue.

En conséquence, tu ne manqueras pas d'être présent à la réunion qui se tiendra le dimanche 13 novembre à 9 heures du matin, petite salle des grèves (sous-sol), Bourse du Travail.

Le Conseil.

Les crimes de la Forestière Sangha-Oubangui

M. André Gide, l'économiste bien connu a fait paraître dans la Revue de Paris, un article sur les scandales coloniaux, dont nous extrayons le passage suivant.

« Les grandes concessions du Congo partent volontiers des importants services de la colonie et de ceux de la capitale, le civilisateur ». Qu'ils nous permettent d'examiner ces deux côtés de la question.

Prenons par exemple la Compagnie Française du Haut-Congo, la plus importante des survivantes, dont les privilèges arrivent à expiration en 1929, mais, qui, si invraisemblable et alarmant que cela puisse paraître, semble en passe d'en obtenir le renouvellement.

La C. F. H. C. couvre une superficie de 2.600.000 hectares. De plus, la C. F. H. C. contrôle les territoires de l'ex-concession Allamande et de l'ex-concession N'Goko-Sangha, de la rive gauche du fleuve. Elle possède donc un monopole commercial absolu sur 5.600.000 hectares peuplés de 120.000 habitants. (Je donne les chiffres officiels).

Cette Compagnie, et les grandes Compagnies en général, font grand état de l'aide indirecte qu'elles apportent au budget de la colonie par les redevances qu'elles lui versent, en plus de quelques légères redevances fixes, le pourcentage de 15 % dont je parlais, sur les bénéfices effectués. Mais il est aisé, d'après le tableau des ventes de calculer ce que la colonie en regagne d'autre part en droits de douane et autres si la grande Compagnie eût fait place au commerce libre. La haute autorité que je cite estime que sur 10 millions de produits négociés dans une zone de commerce libre, la colonie peut percevoir 3 millions 600.000 francs d'impôts directs ou indirects (naissant d'autre part 6.400.000 fr. à l'indigène) ; tandis que les mêmes produits, vendus dans une région concédée, ne rapportent à la colonie que 900.000 francs, et que la Compagnie, qui a 1.000.000 fr. de taxes, en fait la différence entre les prix payés par le commerce libre et ceux consentis par la grande Compagnie.

Ajoutons que les grandes Compagnies ne se contentent guère d'être des acquiesces à l'indigène. N'a-t-il pas fallu toute l'énergie du gouverneur général actuel pour faire rentrer dans la caisse un million de redevances arriérées, dont certaines remontaient à dix ans ? Ce chiffre en dit long sur la faiblesse dont faisait preuve l'administration locale devant les grands concessionnaires.

Si d'autre part les bas prix que le concessionnaire paie les produits naturels pousse l'indigène à refuser ou à limiter son concours, d'autre part les prix exagérément élevés des marchandises d'importation, que seul le concessionnaire a le droit de vendre, limitent, empêchent les achats. Encore les compagnies concessionnaires négligent-elles le plus souvent de fournir leurs factoreries des objets les plus nécessaires ou les plus appréciés par les indigènes. « Devant cette race des sociétés concessionnaires et devant les nombreuses difficultés si pour procurer les articles d'importation, l'indigène qu'il désire, l'indigène s'est vite découragé et n'a pas cherché par son travail à augmenter sa production », il nous nous dans un rapport ; et dans un autre « On imagine sans peine l'état d'esprit des indigènes, aujourd'hui parfaitement renseignés, qui savent combien on les fraude dans chaque transaction, et qui attendent avec angoisse, mais sans beaucoup d'espoir, la fin de ce régime ».

Mais laissons de côté la question financière. J'ai traversé à pied les régions où opère la C.F.S.O. et puis parler en connaissance de cause de ses rapports avec l'administration et avec les indigènes, ainsi que de son rôle civilisateur. J'ai pu constater, comme eût pu le faire n'importe quel voyageur, que les indigènes, les « tribus » dont parle le directeur de la S.F.C.O. (qui n'a jamais été au Congo et doit se reposer sur les rapports de ses agents) sont dérisoires ; que ce qu'il dit au sujet des charges, n'existe, le plus souvent, que sur le papier.

Je n'ai pas à m'étendre ici sur le dur travail auquel est astreinte toute la population mâle indigène, dans les territoires concédés à la C.F.S.O. (car il ne s'agit point seulement, comme on le verrait, des seuls engagés volontaires et de travailleurs recrutés spécialement par la Compagnie). L'on comprend du reste et sans qu'il soit utile d'insister, le funeste effet de ce régime, qui maintient les hommes constamment à de grandes distances de leurs villages, sur la vie de famille, sur la natalité, sur les cultures, et, partant, sur la prospérité générale du pays. Dans les territoires non concédés le caoutchouc de cécas, cultivés à l'entour des villages, grâce à l'initiative du gouverneur Lambin, tend à remplacer le caoutchouc « de cueillette », produit naturel, auquel seul a droit la Société concessionnaire ; l'autre, elle est obligée de l'acheter, ce qui fait qu'elle n'encourage pas beaucoup les cultures. L'on n'a pour plus de détails, qu'à se reporter à ma relation de voyage.

Certains se sont émus de quelques atrocités, dont je dus me faire le dénonciateur, sans que cela eût servi de rien. L'avocat du raï-je ? Pour révoltants que fussent ces crimes, ils ne paraissent beaucoup moins im-

portants que quelques méfaits, d'apparence plus bénigne, que je dénonce siôt après. Les premiers, abominables mais exceptionnels, n'étaient dus qu'au défaut de surveillance d'un administrateur insuffisant, qui, par la suite obtint acquiescement sur ce point. Les seconds, que je vais dire, dont la responsabilité incontestable est de ceux qui, traitant, présentent un caractère non accidentel ; leur constance même est alarmante.

Comment ne pas y voir la conséquence naturelle, fatale, inéluctable, du régime appliqué à cette partie de la colonie. Voici les faits — sans grande importance peut-être, je le répète — mais particulièrement révélateurs, et si j'ose dire, exemplaires.

Sous les yeux de l'administrateur et du représentant de la C.F.S.O., les indigènes, fournisseurs de caoutchouc au marché mensuel de Bambo, avaient été primés dans la cour même de la factorerie de la Compagnie, jusqu'à ce que la mort de l'un d'eux s'ensuivit. Par ordre de l'administrateur, ces gens étaient punis pour n'avoir pas apporté une quantité de caoutchouc suffisante. Je ne puis entrer dans les détails et exposer comme quoi ces gens n'avaient nullement cherché à se soustraire au travail, mais que, vu la très grande distance où on les forçait d'aller, la dévastation progressive de la forêt (souvent à plus de huit jours de marche de la factorerie) et le manque de caoutchouc de liane, ils étaient demeurés un mois sans revenir, pour s'épargner le double trajet, rapportant le mois suivant double charge. Je signale ces faits alarmants dans une lettre au gouverneur ; une enquête administrative, idéalement pure, mais la lettre, vint à l'appui de mon récit et entraîna la mise en accusation de l'administrateur. Mais il ne me paraît pas qu'on ait cru devoir, dans cette affaire, s'appesantir sur le rôle de la C.F.S.O. dont la complicité ressort pourtant nettement dans ces phrases du rapport du Procureur Général, chef du service judiciaire de l'A. E. F.

Celui-ci (M. P... l'administrateur en question) pense qu'il avait reçu l'ordre, dit-il, de forcer la production du caoutchouc, et de le faire passer à la Compagnie Forestière tout l'arsenal de ses pouvoirs disciplinaires dans le but d'accroître l'apport de ce produit, qui était payé au prix modéré de 2 francs le kilo... et ces sanctions, les sanctions, il faut le constater, à des indigènes qui n'étaient liés à cette compagnie par aucun contrat de travail collectif ou individuel.

Contre ceux qui lui paraissent insuffisamment actifs dans leurs travaux de récoltes, il prononce des peines d'amendes absorbant la totalité de leur gain et le maximum des peines d'emprisonnement. En outre, il inflige à ceux qui furent particulièrement signalés pour leur faible rendement, un châtiment corporel chargé de lourdes peines, ils furent astreints à tourner sans arrêt dans la cour de la factorerie. Cette épreuve, commencée à huit heures du matin, ne fut arrêtée qu'à midi, à la suite de chute d'un homme, Malengué, qui mourut la nuit suivante.

Nous ne pouvons citer tout au long le reste de l'enquête avant tout l'acte de la prison de Boda (lieu de résidence de l'administrateur) où les indigènes (insuffisamment